



Paris, le 23 janvier 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE PPL DUPLOMB – MENONVILLE

« Levons les entraves à l'agriculture et préservons notre avenir ! »

À l'approche de l'examen en séance publique de la proposition de loi visant à lever les contraintes pesant sur l'exercice du métier d'agriculteur, **la FNPFruits appelle à une mobilisation forte pour que ce texte crucial soit adopté sans délai.**

Le 22 janvier, lors d'une conférence de presse organisée avec plusieurs organisations professionnelles agricoles, nous avons rappelé avec force l'urgence d'agir face à une réglementation qui étouffe notre agriculture.

En présence des sénateurs **Laurent Duplomb et Franck Menonville**, ainsi que du député Julien Dive, les représentants des filières végétales ont démontré, chiffres à l'appui, les impacts désastreux des entraves administratives, des surtranspositions réglementaires et de l'interdiction injustifiée de certains outils indispensables à la production agricole.

Françoise Roch, présidente de la FNPF, a conclu cette prise de parole collective en prenant l'exemple des problématiques auxquelles fait face la filière cerise et en élargissant le débat.

Une chute libre des rendements...

Dans la filière cerise, les producteurs doivent affronter une pression croissante de la mouche asiatique, un ravageur capable de détruire jusqu'à 100 % d'une récolte. Pendant que des solutions efficaces disparaissent, nos voisins européens et des pays extra-européens comme la Turquie ou la Moldavie continuent d'utiliser des produits interdits en France, creusant un écart de compétitivité insoutenable.

En conséquence, la surface des vergers a diminué de 21 % entre 2010 et 2020, tandis que le nombre de producteurs a chuté de 36 %. Face à cette situation d'impasse technique, l'homologation de l'acétamipride est une nécessité pour garantir des conditions équitables et assurer la survie de cette filière emblématique.

Une situation qui ouvre la voie à la francisation

Quand la France n'arrive plus à produire suffisamment, cela ouvre la voie à la francisation de produits étrangers. Ces produits, souvent importés de pays moins regardants sur l'utilisation des phytosanitaires, sont ensuite vendus sous un étiquetage français trompeur. Cette situation non seulement pénalise nos agriculteurs, mais trompe également les consommateurs. Il est donc nécessaire de préserver une production nationale compétitive et transparente.

Quel avenir pour nos campagnes ?

Face à ces défis, il est également urgent de garantir le renouvellement des générations agricoles. Qui voudra reprendre des exploitations si l'on continue à accumuler obstacles et incertitudes ? Levons les

barrières, simplifions les règles, et soutenons celles et ceux qui veulent s'engager dans ce métier essentiel à la nation.

Ces entraves qui pèsent sur les producteurs ont donc des conséquences négatives sur la société dans son ensemble. Cela va à l'encontre des objectifs de santé, de sécurité alimentaire et de renouvellement des générations.

Notre syndicat demande aux parlementaires et au gouvernement de prendre leurs responsabilités. Cette proposition de loi est une chance unique de redonner aux agriculteurs les moyens de travailler dignement, de produire et de nourrir la France. **L'heure n'est plus à tergiverser : nous exigeons des actes forts, ici et maintenant !**



Contact Presse :

FNPFFruits : Gilles BARAIZE, directeur - 06 75 17 54 75